

Les groupes de femmes de l'Outaouais et l'identité régionale : étude exploratoire

Caroline Andrew, Hélène Dion and Brigitte Jacques

Volume 33, Number 89, 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022033ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022033ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Andrew, C., Dion, H. & Jacques, B. (1989). Les groupes de femmes de l'Outaouais et l'identité régionale : étude exploratoire. *Cahiers de géographie du Québec*, 33(89), 253–261. <https://doi.org/10.7202/022033ar>

Article abstract

The networks of contacts of women's groups in the Outaouais are chiefly found to be within the region while very few networks exist on the Ontario side of the Ottawa River. Two principal dimensions of the networks emerge : contacts between women's groups and contacts relating to the particular public policy area. These results are related to the debate over the integration of the Outaouais into the federal capital region.

LES GROUPES DE FEMMES DE L'OUTAOUAIS ET L'IDENTITÉ RÉGIONALE : ÉTUDE EXPLORATOIRE

par

Caroline ANDREW

*Département de science politique,
Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario), K1N 6N5*

Hélène DION

*Resscoplan
72, rue Laval, Hull (Québec), J8X 3H3*

et

Brigitte JACQUES

*Conseil du statut de la femme
170, rue de l'Hotel-de-Ville,
Hull (Québec), J8X 4C2*

RÉSUMÉ

Les réseaux de contacts des groupes de femmes de l'Outaouais se situent principalement à l'intérieur de la région et s'étendent rarement du côté ontarien. Il en ressort deux dimensions majeures : les contacts entre groupes de femmes et les contacts relatifs au domaine d'intervention précis. Les résultats de cette enquête sont confrontés au débat sur l'intégration de l'Outaouais à la grande région de la capitale fédérale.

MOTS-CLÉS : Groupes de femmes, réseaux, Outaouais.

ABSTRACT

The networks of women's groups in the Outaouais : an exploratory study

The networks of contacts of women's groups in the Outaouais are chiefly found to be within the region while very few networks exist on the Ontario side of the Ottawa River. Two principal dimensions of the networks emerge : contacts between women's groups and contacts relating to the particular public policy area. These results are related to the debate over the integration of the Outaouais into the federal capital region.

KEY WORDS : Women's groups, Networks, Outaouais.

*

*

*

L'avenir de l'Outaouais comme région autonome est au centre d'un débat public qui dure depuis plusieurs années. Des analystes (Houde, 1970 ; Cimon, 1979) parlent de l'inévitable intégration croissante de la zone urbaine de Hull-Gatineau-Aylmer, située sur la rive québécoise, à la zone urbaine d'Ottawa-Carleton située sur la rive ontarienne, et donc de la perte d'identité et d'autonomie de la région. Nous voulons apporter une contribution à ce débat en présentant les résultats d'une enquête sur les réseaux de contacts des groupes de femmes dans l'Outaouais. Ces résultats élargissent les termes du débat qui, selon nous, s'engageait trop souvent autour d'une définition étroitement économique — notamment avec les données sur la structure des emplois et l'activité commerciale. Sans nier l'importance de ces éléments, une définition trop exclusivement économique donne une vision restrictive de la réalité de l'Outaouais. Les résultats de l'enquête menée auprès des groupes de femmes apportent une double contribution à l'étude de la région. D'une part, ils livrent des éléments sociaux, culturels et économiques pertinents à l'analyse des domaines d'activité. D'autre part, les données recueillies débordent le seul niveau des comportements individuels et permettent ainsi de prendre en compte les comportements des groupes dans notre intelligence de la région.

Les résultats de l'enquête exploratoire indiquent très peu de liens entre les groupes de femmes de l'Outaouais et les groupes du côté ontarien. Par contre, il y a à la fois des réseaux bien constitués à l'intérieur de l'Outaouais et également d'autres liant des groupes de la région à certains groupes œuvrant ailleurs au Québec. Une analyse de la signification de ces résultats nous amène à souligner l'importance, dans le processus de structuration des réseaux, des facteurs politico-institutionnels associés à l'activité et au contrôle de l'État, tout comme des facteurs socio-politiques liés au mouvement des femmes.

Notre volonté initiale d'élargir le débat sur l'avenir de l'Outaouais nous amène à réfléchir sur la définition d'une région et sur les éléments constitutifs d'une identité régionale. L'acceptation qui se dégage du débat sur l'Outaouais ne nous satisfait pas, non pas en raison de l'inclusion des facteurs économiques mais plutôt à cause de l'exclusion des autres facteurs. À cet égard, Ricq nous offre une définition plus satisfaisante.

« Toute typologie ou modélisation du phénomène régional, entre autres sur ce paramètre qu'est l'identité, ne pourra se construire que sur cette articulation ou opposition, par exemple, entre institutions politico-administratives, structures socio-économiques plus ou moins polarisées, valeurs et conscience régionale, ou en d'autres termes plus ramassés, entre développement économique, intégration sociale et identité culturelle » (Ricq, 1983, p. 65).

Cette conceptualisation se rapproche de celle utilisée par Anne Gilbert dans son analyse du retour au « spécifique » en géographie. Elle élabore trois approches de la spécificité régionale : « the region as a local response to capitalist processes, the region as a focus of identification, and the region as a medium for social interaction » (Gilbert, 1988, p. 209–212). Cette catégorisation souligne l'importance des éléments économiques, culturels et sociaux dans la compréhension du phénomène régional. Cette ouverture vers une définition large et englobante de l'identité régionale est tout à fait compatible avec notre objectif original qui est d'élargir les termes du débat sur l'avenir de l'Outaouais comme entité autonome. Ricq suggère d'ailleurs une façon de rendre opérationnelle cette définition. « La problématique d'ensemble, vis-à-vis de la région,

consiste bien à s'interroger non pas sur une définition la plus exhaustive possible de cette dernière, mais bien plutôt d'observer et d'analyser tous les systèmes de relations spatiales et sociales, qu'entretiennent les collectivités humaines dans un territoire donné » (Ricq, 1982, p. 114). Gilbert abonde dans le même sens. « Cultural, political and economic processes together shape and structure the specific regions under investigation and it is only through the study of their interrelationships that the regional specificity can be retraced » (Gilbert, 1988, p. 218-219). Notre enquête s'inscrit à l'intérieur de ces approches. Elle vise à accroître les connaissances des multiples interrelations qui existent dans l'Outaouais. Notre choix de terrain participe d'une double motivation : explorer des avenues peu étudiées et réjoindre la préoccupation des analystes féministes en s'intéressant aux interrelations entre les domaines de production et de reproduction.

Comme nous l'avons déjà souligné, le débat sur l'avenir de l'Outaouais a surtout été formulé en termes économiques. La désindustrialisation de Hull, la montée de la fonction publique et l'emprise commerciale d'Ottawa ont déjà été évoquées dans les études portant sur cette région.

« La désindustrialisation progressive de Hull sape les bases d'un renouveau industriel (...). Au cœur de cette région administrative, la ville de Hull assure un certain rayonnement et noue, de gré ou de force, des liens toujours plus étroits avec Ottawa (...). À mesure que Hull perd son caractère de ville industrielle et se transforme en centre administratif, la population acquiert tous les aspects d'une société de banlieue » (Houde, p. 269-272).

« Dans le passé, Hull avait une base économique autonome axée dans une large mesure sur le bois et le papier. Pour toutes sortes de raisons, y compris l'intervention fédérale relativement au moulin de la compagnie Eddy, cette base s'est dépréciée depuis un certain nombre d'années. En contrepartie, le fonctionnarisme y a pris beaucoup d'ampleur. Le déclin de la base économique de Hull et de sa région immédiate et la présence sous diverses formes du gouvernement fédéral ont de fait eu un impact tel que l'on peut avec raison craindre que ce centre urbain devienne de moins en moins intégré au Québec » (Cimon cité par Poirier, 1986, p. 132).

« Hull-Gatineau-Aylmer partageant le même espace économique qu'Ottawa, la hiérarchie commerciale doit donc commencer dans le centre-ville d'Ottawa qui est la place centrale de toute l'agglomération d'Ottawa-Hull. Les indicateurs à ce sujet sont clairs : plus de 35 000 résidents québécois ou 42 % des travailleurs travaillent à Ottawa, dont plus de 20 000 dans le centre-ville d'Ottawa ; — plus de 25 % des achats spécialisés de biens et de services se font à Ottawa (fuites totales dans le commerce de détail : 100 millions \$) » (Materazzi, 1987, p. 1-2).

En voulant élargir le débat, nous avons été influencé par les études féministes (Little *et al*, 1988 ; Andrew et Moore Milroy, 1988) qui soulignent l'importance de ne pas couper l'analyse de la sphère du travail rémunéré des autres sphères plus sociales. Elles ont été particulièrement insistantes dans leur critique des approches qui séparaient l'analyse des processus de production de celle des processus par lesquels la société permet la reproduction de la force de travail. Ces processus de reproduction sociale incluent, entre autres, l'éducation, les processus de socialisation plus informels, les services de santé, les services de garde d'enfants, le soutien affectif. Aussi, les groupes de femmes nous sont apparus un terrain d'étude qui correspondait bien à cette préoccupation. Leur activité et leur existence viennent justement de cette volonté de lier les sphères de reproduction et de production. Cette position théorique traduit

l'expérience quotidienne des femmes. « From the experiences of the vast majority of women, who are engaged in both productive and reproductive activities, feminists have begun to formulate a new understanding of social change » (Little *et al.*, 1988, p. 8).

Le choix d'étudier des groupes, et non pas des individus, correspond à notre intérêt de voir comment se matérialise cette préoccupation de lier les différentes dimensions de la vie. Les activités des groupes de femmes dans l'Outaouais sont une manifestation concrète de la volonté d'intégrer production et reproduction, vie privée et vie publique. Dans ce cadre, nous avons voulu comprendre les réseaux des groupes de femmes. Par réseaux, nous entendons l'ensemble des liens et des contacts qui s'établissent, qui contribuent à la création de rapports relativement durables et qui facilitent la réalisation des activités des groupes. Notre intérêt s'est porté sur les rapports existant entre ces groupes et d'autres catégories d'acteurs sociaux — individus, groupes, organismes, niveaux de l'État — dans l'accomplissement des objectifs des groupes. Nous avons voulu savoir de quelle façon ces rapports avaient évolué à travers le temps, et s'ils étaient liés à des phases spécifiques du développement du groupe.

Après la mise au point d'un guide d'entrevue, nous avons interviewé des personnes-clés de dix groupes de femmes de l'Outaouais pendant l'été de 1988. Ce faisant, nous tentions de cerner leurs réseaux de contacts en explorant les thèmes suivants : 1) contacts les plus fréquents (présents ou passés) avec d'autres groupes ou divers organismes ; 2) principales activités de la dernière année en précisant avec qui ces activités furent réalisées ; 3) groupes et personnes contactés au cours d'une semaine-type d'activités. Les interviews ont permis de recueillir des informations pertinentes sur la constitution et l'évolution des contacts des groupes. Pour pouvoir interpréter les résultats de notre enquête, nous avons inclus dans le guide d'entrevue un certain nombre de questions touchant l'organisation du groupe, les conditions matérielles de son existence et sa principale source de financement. Il fut également possible de recueillir des informations sur la structure fonctionnelle des groupes et de connaître la provenance géographique et la langue d'expression des membres.

L'enquête a porté sur dix groupes de femmes de l'Outaouais sur un nombre total de trente groupes. Les groupes furent retenus en raison de la diversité de leur champ d'intervention et de la diversité de leur mode de regroupement, de l'intérêt pour des problématiques ou des actions plus régionales que locales et, finalement, à cause de leur proximité d'Ottawa. C'est d'ailleurs ce dernier critère qui explique pourquoi nous n'avons pas considéré les groupes d'AFÉAS et les Cercles de fermières qui existent dans la région mais qui se localisent en périphérie et sont donc moins susceptibles d'échanger avec Ottawa¹.

LES RÉSEAUX DE CONTACT DES GROUPES DE FEMMES SONT ESSENTIELLEMENT INTRA-RÉGIONAUX

Les résultats de l'enquête menée auprès des groupes de femmes qui semblaient les plus susceptibles d'avoir un réseau ouvert de contacts montrent que les liens qu'entretiennent ces groupes se situent principalement à l'intérieur de l'Outaouais. Au-delà des limites de cette région, les groupes maintiennent davantage de contacts avec les regroupements provinciaux de groupes de femmes, situés majoritairement — mais non exclusivement — à Montréal, plutôt qu'avec les réseaux ontariens. Les contacts entre les groupes de l'Outaouais et ceux d'Ottawa-Carleton sont peu fréquents (tableau 1).

Tableau 1
La fréquence des contacts des groupes rencontrés

<i>Type de groupe ou d'organisme</i>	<i>Fréquence</i>
Regroupement régional des groupes de femmes — Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	9
Organismes publics et parapublics régionaux du gouvernement provincial	7
Regroupements provinciaux des groupes de femmes	7
Groupes locaux et régionaux œuvrant dans le même domaine d'intervention (à l'exclusion des groupes de femmes)	7
Groupes de femmes de la région	4
Regroupements fédéraux des groupes de femmes	2
Groupes de femmes d'Ottawa	2
Organismes publics et parapublics régionaux du gouvernement fédéral	2
Organismes publics et parapublics régionaux du gouvernement de l'Ontario	1

Le tableau 1 indique clairement la dominance des réseaux de contacts intra-régionaux. Des quatre types de groupes ou organismes qui font les plus souvent partie des réseaux, trois sont spécifiquement établis dans la région. AGIR, le groupe qui revient le plus souvent, est un regroupement régional formé de groupes de femmes qui veut permettre l'échange d'informations, la formation et une plus grande visibilité du mouvement des femmes sur le plan régional. Les réseaux se forment entre groupes également avec des organismes de l'État. Les relations se nouent entre groupes composés de femmes mais également avec des groupes mixtes. La réalité des réseaux est complexe mais elle est régionale. Le quotidien des groupes de l'Outaouais prend surtout racine à l'intérieur de la région. C'est là que les activités s'organisent, les alliances se créent, les réseaux se tissent. Pour mieux comprendre les résultats de l'enquête et pour tenter d'expliquer leur signification, il faut saisir non seulement la délimitation spatiale des contacts mais aussi leur contenu.

DOUBLE DIMENSION DES RÉSEAUX DE CONTACT DES GROUPES DE FEMMES

Les réseaux de contacts s'échafaudent selon deux grandes dimensions: les contacts entre groupes de femmes et les contacts qui touchent un domaine d'intervention précis. Les contacts avec AGIR et avec les groupes de femmes traduisent une volonté de soutenir un réseau de contacts qui exprime une solidarité et une collaboration, et donc la reconnaissance du développement d'un mouvement régional des femmes. Par contre, les contacts avec les organismes gouvernementaux et les groupes locaux travaillant dans le même domaine (et qui ne sont pas des groupes de femmes) sont

presque exclusivement reliés au domaine spécifique d'intervention des groupes interrogés. Quant aux réseaux de contacts ou d'échanges avec les regroupements, ils sont associés aux deux dimensions simultanément, c'est-à-dire à un réseau de femmes centré sur un domaine précis d'intervention.

Les groupes de femmes présentent donc une double insertion sociale : ils font partie du réseau du mouvement des femmes et des réseaux sectorisés des domaines de politiques publiques. L'importance relative des contacts avec le « mouvement de femmes » et le « réseau institutionnel » diffère pour chaque groupe et cette importance varie dans le temps. Mais ce qui ressort le plus clairement, c'est cette volonté propre aux groupes de femmes de maintenir cette double insertion. Cette particularité est revenue constamment dans les entrevues. Les personnes reconnaissaient la nécessité des liens avec des groupes et des organismes œuvrant dans le même domaine d'intervention et, en même temps, elles exprimaient un besoin de rester en contact avec d'autres groupes de femmes. Ce besoin est présenté comme une position de principe, une solidarité féministe, mais il se justifie également par l'utilité de ces contacts.

LES RÉSEAUX DE CONTACT DIFFÉRENT SELON LE DOMAINE D'INTERVENTION DES GROUPES

Pour mieux comprendre le fonctionnement des réseaux de contact, nous avons réparti les groupes étudiés en utilisant la classification du Conseil du statut de la femme du Québec (Romaine Ouellette, 1985) ². Selon cette nomenclature, nos groupes se distribuent de la façon suivante :

Groupe de pression	1
Groupe de pression et de services	1
Groupe de services	4
Groupe de conscience	1
Groupe de conscience et d'activités socio-culturelles	1
Groupe d'entraide et de <i>lobbying</i>	1
Groupe d'éducation	1

Notons que parmi les quatre groupes qui ont mentionné AGIR comme le groupe avec lequel ils étaient le plus en contact, seulement un est un groupe de services. Nous pouvons donc établir un certain lien entre les groupes de services et la constitution de réseaux orientés surtout vers les domaines de la politique publique. Les groupes de services obtiennent en général un meilleur financement de la part du gouvernement du Québec. Ce financement les met donc en contact avec le gouvernement, autant dans le cadre de la gestion des subventions dont ils bénéficient (au moment de notre rencontre), qu'en vue d'exercer des pressions pour accroître les futures subventions. Ces groupes ont également un personnel plus nombreux, ce qui permet un travail de liaison avec les fonctionnaires du gouvernement du Québec. La prédominance des contacts avec le gouvernement du Québec peut aussi se comprendre par rapport aux domaines d'intervention. Si nous divisons les groupes entre ceux dont le champ d'intervention est relié au domaine économique et ceux dont l'intervention se rapporte davantage au domaine social, nous constatons que sept groupes œuvrent dans le domaine social alors que les trois autres interviennent à la fois dans les champs économiques et sociaux. Or, justement, le gouvernement du Québec a la principale juridiction du domaine social.

UNE TENTATIVE D'EXPLICATION DE LA FORME DES RÉSEAUX OBSERVÉS

Nous croyons qu'il a deux types d'explication de la forme des réseaux de contacts observés. La première relève de facteurs socio-culturels. Les groupes de femmes ressentent une volonté d'exprimer leur solidarité féministe et donc de maintenir des liens entre groupes de femmes. Il semble aussi que les facteurs entourant la langue d'expression et la culture renforcent l'existence des réseaux à l'intérieur de l'Outaouais québécois. Les dix groupes rencontrés sont composés essentiellement de francophones. Au niveau des structures de décision (conseils d'administration, comités exécutifs), la présence des francophones est quasi exclusive. Les groupes du côté ontarien étant le plus souvent anglophones, les contacts ont parfois soulevé des problèmes ou des difficultés linguistiques et culturels. Dans un certain nombre de cas étudiés, des contacts existaient avec des groupes ontariens, mais ces liens ont été progressivement coupés.

La forme des réseaux s'explique aussi par des facteurs thématiques. Les domaines d'intervention et les types d'activités amènent les groupes à être en contact avec le gouvernement du Québec. Ces contacts se font soit directement, le plus souvent avec les organismes régionaux, soit indirectement à travers les regroupements provinciaux québécois des groupes de femmes qui entretiennent des contacts avec les organismes gouvernementaux à Québec. Par ces contacts, les groupes revendiquent le support et la reconnaissance du gouvernement ainsi que l'évolution des politiques dans le sens des besoins des groupes et donc des femmes en général.

UN DÉBAT À SUIVRE

Cette recherche exploratoire auprès des groupes de femmes de l'Outaouais montre l'existence d'une certaine identité régionale à l'Outaouais. Les réseaux des groupes de femmes étudiés ne s'intègrent pas à ceux des groupes de femmes de la capitale fédérale. Notre analyse a mis en évidence une double dimension : un réseau de femmes et un réseau de contacts qui se fractionne en une série de réseaux correspondant aux différents secteurs d'intervention des groupes. Dans les deux cas, les réseaux se structurent principalement à l'intérieur de l'Outaouais et reflètent l'importance d'une solidarité de femmes et, en même temps, la proximité des relations avec l'activité étatique. Ces deux tendances opèrent dans la même direction, tissant des liens entre groupes et organismes de l'Outaouais.

Ces données ne résolvent pas le débat sur l'avenir de la région de l'Outaouais. Mais elles nous rappellent que l'identité régionale est composée d'un ensemble de facteurs et qu'une définition trop étroite peut fausser la compréhension de l'évolution régionale. En démontrant que la réalité de la région est bien ancrée dans le vécu des groupes de femmes, nous espérons avoir contribué à élargir et à enrichir cette compréhension.

NOTES

¹ Voici une description sommaire des groupes interviewés. *L'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais* veut favoriser l'intégration culturelle des femmes immigrantes de l'Outaouais, leur permettre d'échanger sur leur condition de vie et leur offrir un service de renseignement, d'orientation et de référence selon leur besoin. Elle organise des rencontres socio-culturelles, des activités de formation, des sorties et maintient des contacts avec les autres groupes de femmes de la région.

Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles veut dénoncer et lutter contre les agressions sexuelles vécues par les femmes, offrir un service d'aide aux femmes victimes d'agressions sexuelles et sensibiliser la population en général à ce problème. Pour ce faire, il offre soutien et information 24 heures par jour, sept jours par semaine, fait de l'accompagnement, organise des groupes de soutien et fait les références nécessaires. Le CALAS est membre du *Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel*. *Le Centre Mechtilde* est une maison d'accueil et d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale. Il offre un service d'hébergement et de support aux femmes victimes de violence de Hull et sensibilise la population face à cette problématique. Le service d'hébergement comprend également l'orientation, l'accompagnement et le suivi. Le Centre est membre du *Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence*.

La Clinique des femmes de l'Outaouais offre un service d'avortement aux femmes de la région. Elle dispense également la méthode de planification des naissances Bioself. La clinique est membre du *Regroupement des Centres de santé*.

Le Comité de condition féminine de la CSN de l'Outaouais vise à promouvoir la lutte des femmes sur la base des revendications spécifiques au travail. Il donne de l'information aux membres du syndicat, offre de la formation sur la condition féminine, sur le harcèlement sexuel et l'action collective. Il participe également à l'organisation d'activités à l'occasion du 8 mars. Il maintient des contacts continus avec les groupes de femmes de la région.

Le Comité du 8 mars de Hull participe à l'organisation annuelle de la Journée internationale des femmes. Ce groupe a un *membership* qui se renouvelle à chaque année et prépare des activités déterminées par la conjoncture et les dossiers qui sont d'actualité.

Naissance-Renaissance travaille à l'avènement d'une nouvelle conscience autour de la naissance. Il veut sensibiliser les femmes et les couples à l'approche globale de la maternité, à leur droit de choisir. Il fait la promotion de l'accouchement en Maison de naissance avec sages-femmes. Pour ce faire, il renseigne sur des ressources alternatives, offre un centre de documentation, des outils de formation et fait des activités de pression au niveau régional pour l'implantation d'une maison des naissances dans l'Outaouais.

Le Projet d'intégration des femmes est un service externe de main-d'œuvre pour les femmes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail. Il s'adresse prioritairement aux femmes assistées sociales. Il offre une formation pratique du travail, évalue la capacité des participantes, les supporte financièrement et les aide dans leur recherche d'emploi.

Le Réseau des femmes d'affaires et professionnelles de l'Outaouais veut regrouper les femmes d'affaires et professionnelles en réseau d'échange d'informations, de ressources, de services et faire la promotion de ses membres.

La Table diocésaine de la condition des femmes veut permettre une prise de parole des femmes en église, donner de l'information et de la formation et poser des actions dans le domaine de l'Église régionale. Elle organise des rencontres régionales régulières pour ses membres et des rencontres thématiques.

² Cette classification nous donne la typologie suivante pour les groupes rencontrés :

Nom	Type de groupe	Secteur
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Services	Social
Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles de l'Outaouais	Services et pression	Social
Centre Mechtilde	Services	Social
Clinique des femmes de l'Outaouais	Services	Social
Comité de condition féminine de la CSN	Éducation	Social et économique
Comité du 8 mars	Activités socio-culturelles et conscience	Social
Naissance-Renaissance	Pression	Social
Projet d'intégration des femmes de l'Outaouais	Services	Social et économique
Réseau des femmes d'affaires et professionnelles de l'Outaouais	Entraide et <i>lobbying</i>	Social et économique
Table diocésaine de la condition des femmes	Conscience	Social

SOURCES CITÉES

- ANDREW, Caroline et MOORE-MILROY, Beth (1988) *Life Spaces : Gender, Household, Employment*. Vancouver, UBC Press, 214 p.
- CIMON, Jean (1979) *Le Dossier outaouais*. Hull, Éditions du Pélican, 183 p.
- GILBERT, Anne (1988) The New Regional Geography in English and French-Speaking Countries. *Progress in Human Geography*, 12(2) ; 208-228.
- HOUDE, Pierre (1970) *Hull et l'avenir de l'ouest du Québec*. Strasbourg, Université de Strasbourg, Faculté des Lettres et Sciences humaines, thèse de doctorat non publiée, 349 p.
- LITTLE, Jo, PEAKE, Linda et RICHARDSON, Pat (1988) *Women in Cities : Gender and the Urban Environment*. New York, New York University Press, 154 p.
- MATERAZZI, Franco (1987) *Perspectives de développement des centres-villes à l'intérieur de la Communauté régionale de l'Outaouais*. Conférence prononcée au colloque sur l'avenir des centres-villes dans l'Outaouais, 11 p.
- POIRIER, Roger (1986) *Qui a volé la rue Principale ?* Montréal, Éditions Départ, 332 p.
- RICQ, Charles (1982) La région, espace institutionnel et espace d'identité, *Espace et Sociétés* 41 ; 113-129.
- _____ (1983) La région, espace institutionnel et espace d'identité, 2. Les espaces transfrontaliers comme espace institutionnel et espace d'identité. *Espaces et Sociétés*, 42 : 65-78.
- ROMAINE OUELLETTE, Françoise (1986) *Les Groupes de femmes du Québec en 1985 : champs d'intervention, structures et moyens d'action*. Québec, Conseil du Statut de la femme, 85 p.

(Acceptation définitive en mars 1989)